

Brochure n° 3301

Convention collective nationale

IDCC : 2098. – **PRESTATAIRES DE SERVICES
DANS LE DOMAINE
DU SECTEUR TERTIAIRE**

AVENANT N° 4 DU 23 MAI 2006
RELATIF AUX COTISATIONS DU RÉGIME DE PRÉVOYANCE
NOR : *ASET0750066M*
IDCC : 2098

Entre :

Le groupement national de prévoyance (GNP),

D'une part, et

Le syndicat national des cabinets de recouvrement de créances et de renseignements commerciaux (ANCR) ;

Le syndicat national des professionnels de recouvrement (SNPR) ;

La fédération nationale de l'information d'entreprise et de la gestion de créances (FIGEC) ;

Les services intégrés du télésecrétariat et des téléservices (SIST) ;

Le syndicat national des centres d'affaires et des entreprises de domiciliation (SNCAED) ;

Le syndicat des professionnels des centres de contacts (SP2C) ;

Le syndicat national des prestataires de services d'accueil (SNPA) ;

Le syndicat national des organisateurs et réalisateurs d'actions promotionnelles et commerciales (SORAP) ;

La fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services CFE-CGC (FNECS) ;

La confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

L'article 11 « Cotisations » de la convention de gestion est désormais libellé ainsi :

« Pour les garanties incapacité de travail, décès et rente éducation et rente de conjoint définies dans l'accord de prévoyance du 13 août 1999, les cotisations sont fixées à :

- non-cadres : 1,13 % de la tranche A et 1,13 % de la tranche B. Pour l'année 2006, le taux contractuel est appelé à hauteur de 95 %, soit 1,07 % TA et TB ;
- cadres : 1,50 % de la tranche A et 1,44 % de la tranche B et de la tranche C.

Les taux de cotisations pour les garanties du présent régime sont maintenus durant 4 exercices à compter de la date d'effet de l'accord de prévoyance du 13 août 1999.

Les cotisations sont réparties entre l'employeur et le salarié de la façon suivante : 55 % à la charge de l'employeur et 45 % à la charge du salarié. »

Article 2

Le présent avenant prend effet le 1^{er} janvier 2006 pour l'ensemble des entreprises de la branche, étant précisé qu'il sera déposé aux services du ministère en vue de son extension.

Fait à Paris, le 23 mai 2006.

(Suivent les signatures.)